

[Text]

Mr. Doering: I am a lawyer with more of an environment, northern and native background, but my understanding from the advice I have here is that yes we could, with the new legislation.

Senator Austin: I have another question I want to ask you. In general, I totally support the scheme of the legislation. I am surprised it has taken two years to bring the bill to this stage. However, putting that aside, my question is respecting the independence of the council from governments in the plural; whether you are legislatively free to express independent opinions on the behaviour of governments on specific issues, or whether it would be within the policy of the council to do so. There have been two or three notable situations in Canada within the past few years, such as the Oldman River dam, the Alameda-Rafferty dam, and the Kemano project. What would your role be in areas of that kind that are of immediate political concern?

Mr. Doering: That, too, is a good question. I think the answer of the current Round Table would be that we would be concentrating more on longer-term strategy, public awareness, trying to act as a catalyst to move the various sectors of Canadian society towards sustainability.

The members so far have said that it is more important to try to make a difference than to make the news, and to concentrate on more longer term and less current kind of issues, although they have started to move away from that in our recent work, both on Rio and on NAFTA. What we did there was to see if we could occupy some middle ground between being a kind of auditor general "gotcha" type of organization, making the news for a day, being famous and then being gone, and an innocuous, not-very-effective advisory organization.

The middle ground we found was on the basis of at least four major pieces of advice that I have been associated with giving in the last two years. Our strategy was to provide this advice to the Prime Minister in a letter, and indicate that, within two or three weeks after that advice was provided to him, we would be going public with this document. In other words, we stated that we are a consensus-seeking organization which cannot be working in secret, so we will go public with that. What that meant was that the Prime Minister and the Privy Council Office and the ministers had some opportunity to absorb the advice, and then we went public with our material.

[Traduction]

M. Doering: En tant qu'avocat, je me suis surtout spécialisé dans les domaines de l'environnement, dans le Nord et les affaires autochtones, mais il semble, d'après les avis qui m'ont été donnés que la nouvelle loi nous en offre la possibilité.

Le sénateur Austin: J'aurais une autre question à vous poser. Je peux dire que, dans l'ensemble, je suis tout à fait favorable aux dispositions de ce projet de loi, mais je m'étonne qu'il ait fallu deux ans pour en arriver à l'étape présente. Ma question touche l'indépendance dont pourra jouir ce conseil vis-à-vis des divers gouvernements; de par la loi, serez-vous libres de vous prononcer de manière indépendante sur les choix effectués par les divers gouvernements dans tel ou tel domaine; le conseil entend-il procéder ainsi? On a relevé, au Canada, au cours des quelques dernières années, deux ou trois cas qui méritent qu'on s'y arrête. Je parle, par exemple, du barrage de la rivière Oldman, du barrage Alameda-Rafferty et du projet de Kemano. Comment concevez-vous votre rôle dans des cas qui, comme ceux-là, touchent de très près à la politique?

M. Doering: Là aussi, la question mérite d'être posée. Je crois pouvoir dire que les actuels membres de la Table ronde répondraient que nous allons mettre l'accent sur des stratégies à long terme, sur la sensibilisation de l'opinion, essayant de servir de catalyseur afin d'encourager les divers secteurs de la société canadienne à se ranger aux exigences du développement durable.

Les membres continuent à dire qu'il est plus important d'amener le changement que de faire la une des journaux. Il vaut mieux se concentrer sur des tâches de longue haleine plutôt que de privilégier les problèmes conjonctureux. Cela dit, nos membres ont récemment décidé de modifier quelque peu cette approche et on en voit les résultats aussi bien au niveau de Rio qu'au niveau de l'ALÉNA. Dans ces deux cas, nous avons recherché une sorte de rôle intermédiaire entre celui d'un organisme gardien qui a son heure de gloire en mettant les pieds dans le plat, et celui d'un organisme consultatif qui ne fait pas beaucoup de bruit mais qui n'obtient pas, non plus, de résultats.

Le moyen terme que nous avons cherché se fonde sur au moins quatre conseils importants donnés au cours des deux dernières années, conseils auxquels j'ai moi-même participé. Nous avons décidé de procéder ainsi: transmettre ces conseils au premier ministre dans une lettre indiquant également que, dans les deux ou trois semaines, nous entendons publier la teneur de ce courrier. Autrement dit nous avons rappelé qu'en tant qu'organisme qui tente, en permanence, de dégager un consensus national, nous ne pouvons pas travailler dans l'ombre, notre intention étant de rendre public le fruit de nos efforts. Ainsi, le premier ministre, le Bureau du Conseil privé et les membres du Cabinet ont pu prendre connaissance des conseils que nous leur proposons, puis, un peu plus tard, nos réflexions étaient rendues publiques.